



## DÉBATS

# Il faut un plan de sauvetage national pour nos paysans

La colère des agriculteurs est légitime et dangereuse. La profession doit être déclarée d'utilité publique, tant la France en a besoin

PAR SYLVIE BRUNEL

**L**a colère des agriculteurs prend au dépourvu le pays. Elle couvait pourtant depuis longtemps. A travers les manifestations et les blocages, c'est un profond malaise qui s'exprime. Les paysans n'occupent plus qu'une place minime dans une société française devenue urbaine et qui a oublié la peur de manquer. Ils sont ainsi victimes de leurs réussites : si nous avions encore faim, si comme hier nous payions encore cher une nourriture incertaine, nous serions en effet plus attentifs à la souffrance des campagnes.

Mais la France est devenue le troisième exportateur mondial de blé, le premier de semences, sur 5 % seulement des terres cultivées de la planète. Elle assure, par ailleurs, le cinquième de la production européenne. L'excellence de nos produits les rend attractifs dans le monde entier en soulageant le déficit de notre balance commerciale. Nous nourrissons ainsi l'Afrique du Nord, où le prix de la nourriture conditionne la paix sociale.

Alors que le changement climatique met en péril la sécurité alimentaire mondiale et que la montée des classes moyennes exige une alimentation de qualité, produire reste un impératif : il faudra un milliard de tonnes de céréales en plus d'ici à 2050. Le retour de la faim et la guerre menacent les pays qui négligent leur sécurité alimentaire. Partout, l'agriculture est devenue stratégique. Partout, sauf en France.

## DES ATTAQUES DÉCOURAGEANTES

Pour produire bon et sain, encore faut-il être correctement rémunéré. Et respecté pour son travail. Non seulement les agriculteurs tra-

vailent trop souvent à perte, mais ils subissent sans cesse des attaques qui les découragent, car elles méconnaissent la réalité de leurs pratiques.

En un quart de siècle, les campagnes ont vécu une véritable révolution. La montée des exigences écologiques a bouleversé le travail de la terre comme l'élevage. L'agriculture de précision est devenue une réalité partout, autant dans le bio que dans le conventionnel, dont les méthodes convergent de plus en plus. Partout, l'innovation vise à une meilleure efficacité environnementale.

Pourtant, les contraintes et les contrôles ne cessent de se durcir. Les coûts qu'ils engendrent fragilisent l'équilibre économique des exploitations agricoles, surtout quand les cours mondiaux s'effondrent. Les paysans français subissent à la fois une réglementation plus rigoureuse que leurs voisins et des charges plus élevées, notamment pour leur main-d'œuvre. L'endettement des exploitations est devenu tel que les suicides atteignent des niveaux record dans une profession où l'on vit pourtant plus longtemps que la population française : c'est ainsi la troisième cause de mortalité dans le monde agricole, après les cancers et les maladies cardiovasculaires, selon l'Institut de veille sanitaire.

Les agriculteurs demandent aujourd'hui à percevoir une part équitable de la valeur ajoutée qu'ils apportent à notre économie, à nos emplois (un emploi agricole en génère cinq, et même sept dans l'élevage), à nos paysages. Ils devraient bénéficier d'un plan de sauvetage national, être déclarés d'utilité publique tant la France a besoin d'eux !

## UNE INDUSTRIALISATION DEVENUE LA RÈGLE



Chaque fois qu'un agriculteur disparaît, la friche s'installe, la montagne se ferme, les lotissements gagnent. Les exploitations restantes s'agrandissent, car c'est souvent le seul moyen de faire face aux coûts des mises aux normes et des certifications. Nous poussons ainsi, sans le vouloir, à cette industrialisation de l'agriculture qui est devenue la règle dans bien des pays. Croire que l'on nourrira la France avec les aimables jardiniers que les médias adorent mettre en avant est un leurre : quand la nourriture devient trop chère, nous refusons de la payer et l'achetons à des pays qui sont loin d'avoir les mêmes exigences sociales et environnementales que les nôtres...

Les agriculteurs ne peuvent pas être pris dans l'étau de réglementations de plus en plus draconiennes et de débouchés qui se raréfient ! Il faut reconnaître leur travail, accepter que la nourriture belle, saine et pas chère se mérite, privilégier la qualité du « made in France ». L'oligopole de la grande distribution, avec quatre centrales d'achat seulement qui font la pluie et le beau temps, doit cesser la guerre des prix, dont les agriculteurs sont les premières victimes. Le gouvernement français doit faire une priorité du sauvetage des éleveurs comme des fermes qui n'y arrivent plus. L'agriculture est le deuxième employeur de France.

N'oublions pas que la production alimentaire mondiale se répartit en fonction des sommes que les Etats investissent dans l'agriculture. Est-il acceptable qu'un litre de lait d'une qualité irréprochable soit moins payé qu'un litre d'eau minérale ? Est-il acceptable que nous ayons tant de mépris pour ceux qui nous nourrissent ?

La COP21 a mis en avant la valeur des solutions fondées sur la nature. Les agriculteurs en sont les sentinelles et les gardiens. Un champ de maïs, un verger, une prairie s'inscrivent dans la transition agroécologique et captent plus de gaz à effet de serre qu'une forêt tropicale. L'irrigation intelligemment menée est une absolue nécessité. Les paysans maintiennent un tissu vivant de campagnes soignées. Ils se sentent fiers de leurs produits, responsables de la façon dont ils nous nourrissent. Et nous sommes en train de saccager tout ça, en train de tuer la poule aux œufs d'or !

Pour moi qui ai connu dans l'humanitaire les crises alimentaires dramatiques provoquées par le manque de moyens et les ravageurs, la misère des campagnes pauvres, l'exode rural massif des laissés-pour-compte et le danger pour un pays de dépendre d'importations alimentaires incertaines aux prix volatils, la fa-

çon dont la France ignore la souffrance de ses campagnes reste une douloureuse énigme. ■

¶

**Sylvie Brunel** est géographe, écrivain et professeur à Paris-Sorbonne, ancienne présidente d'Action contre la faim